

FACE À L'ÉTAT ISLAMIQUE | L'OBLIGATION DE RÉAGIR



Depuis juin dernier, le monde assiste, presque impuissant, à l'essor d'une « nouvelle hydre » djihadiste surgie des confins syro-irakiens en proie à un chaos infernal dont les populations locales sont les principales victimes. Les acteurs, tant internationaux que régionaux, se sont largement laissés dépasser par l'État islamique, dont ils ont sous-estimé les capacités d'organisation et les compétences guerrières. Ses récents succès en Syrie et surtout en Irak, ont considérablement aggravé la menace pour la stabilité du Moyen-Orient et la sécurité internationale.

Certains pays ont déjà commencé à intervenir, avec des livraisons d'armes aux troupes qui affrontent l'État islamique sur le terrain et du renseignement. L'idée d'une coalition plus large et plus globale fait son chemin dans les chancelleries occidentales mais aussi dans le monde arabe. Face aux horreurs perpétrées sur les populations civiles, la théorie de la « guerre juste » offre en outre des bases à la fois éthiques et juridiques pour justifier une intervention de tous les acteurs de bonne volonté.

Mais dans cet Orient tourmenté, comment et avec qui agir ? Quel type d'action mener ? A quelles fins ? Si l'usage de la force armée a déjà montré ses limites dans la région, comment combattre autrement que sur le terrain de la guerre un mouvement extrémiste et nihiliste ? En quoi ce mouvement pose-t-il un défi nouveau exigeant une réaction d'ampleur, pour refouler cette menace et, si possible, l'éliminer ? Alors que Barack Obama dévoile son plan contre l'État islamique et quelques jours avant la Conférence internationale organisée à Paris le 15 septembre prochain, l'Institut Thomas More plaide en faveur d'une action circonstanciée, ferme et volontaire.

| L'État islamique : généalogie du phénomène

Ces deux dernières années, l'État islamique en Irak et au Levant, devenu l'État islamique (1), n'a cessé de gagner du terrain en Syrie | Ces victoires ont été emportées aussi bien face aux forces de Bachar al Assad qu'aux dépens des différentes composantes de la rébellion syrienne, de l'Armée Syrienne Libre aux autres groupes islamistes (le Front *Al Nosra* par exemple) en passant par les Kurdes, les premiers à s'être confrontés à eux (2). Parallèlement en Irak, la situation politique et sécuritaire ne cessait de se dégrader en raison de facteurs internes. L'échec du gouvernement Maliki et la confiscation du pouvoir par une coalition chiite, avec le soutien diplomatique du régime iranien et de Washington, a eu pour conséquence la marginalisation des Sunnites et leur relégation. Les ferments de révolte de ces derniers étaient perceptibles dès la fin de l'année 2012 avec plusieurs insurrections dans les grandes villes sunnites (3), Falloujah en tête, violemment réprimées par l'armée irakienne et les milices chiites.

C'est sur ce terreau de désolation, de frustrations et d'humiliations que l'État islamique a vite prospéré et s'est enraciné | Le mouvement djihadiste a utilisé ses points d'ancrages en Syrie pour revenir en force et conquérir le Nord-Ouest de l'Irak. Profitant de la crise politique irakienne, particulièrement aigüe au début de l'été 2014, il a lancé une offensive fulgurante dans les provinces sunnites d'Al Anbar et aux confins du Kurdistan irakien. Le mouvement a par ailleurs fait preuve d'une habileté certaine dans sa propagande et dans l'usage des réseaux sociaux. Son influence et son attraction dépassent en effet le seul « Croissant fertile ». Sa dynamique de conquête attire à lui un grand nombre de combattants venus d'Europe ou des États-Unis ou issus de la plupart des foyers djihadistes du monde arabo-musulman (4) : il incarne désormais la dynamique du djihadisme global.

En juillet 2014, le chef du mouvement Abu Bakr Al Baghdadi a proclamé la restauration du Califat à Mossoul | Lors de ce prêche, il a appelé tous les Musulmans du monde à le suivre et a esquissé ce que Ben Laden et Al Qaeda planifiaient : un État islamique transnational effaçant les frontières nationales et constituant une base pour mener la guerre du *Dar al Islam* au *Dar ul Harb* (5). En effet, l'État islamique tire ses sources idéologiques du salafisme et du wahhabisme (6), dont une des premières références est Ibn Taymiyyah (XIVe siècle) mais surtout Muhammad ibn Abd al Wahhab, véritable fondateur de cette doctrine dans l'Arabie du XVIIIe siècle.

Sans revenir sur l'histoire complexe et les controverses qui agitent l'Islam et ses courants, il faut décrire brièvement cette matrice idéologique | Un de ses fondements est le concept de *takfir* (d'où l'appellation de *takfiris* parfois employée pour désigner ces islamistes radicaux). Le *takfir* est le fait d'excommunier, d'apostasier et de condamner à mort tout ce qui ne serait pas conforme à cet Islam idéalisé des premiers temps : cela va des Musulmans considérés comme « impurs » ou non conformes, aux Chiites, aux Musulmans soufis, aux philosophes grecs en passant par les « Infidèles » (qu'ils soient athées,

Juifs, Chrétiens ou autres). Tout ce qui peut paraître non-conforme à l'unicité de Dieu (culte des saints, vénération des morts – très présente chez les Chiites – ou autres) est considéré comme péché capital, et donc puni de mort (7). L'État islamique s'inspire également de figures plus proches et de toutes les expériences djihadistes les ayant précédés. Dans sa revue *Dabiq*, il reprend la rhétorique qaïdiste classique sur l'« oppression » et l'« humiliation » dont serait victime les Musulmans (8), rejettent la démocratie et le nationalisme importés d'Occident et développent une vision du monde apocalyptique. Il développe en outre une véritable vision stratégique de sa manière de prendre le pouvoir, qui montre que ses références ne s'arrêtent pas forcément au monde islamique (les figures de Mao ou de Fidel Castro sont mêmes citées !) (9). Enfin, l'usage aveugle d'une violence sans limite s'inscrit dans cette stratégie de conquête du pouvoir : elle sert à exclure et éliminer l'ennemi, et à entraîner les populations dans le *djihad*.

Fort de cet arrière-fond idéologique qui mêle fanatisme et nihilisme, l'État islamique s'est illustré par des actes d'une rare sauvagerie | Il s'attaque aux Chrétiens d'Orient et aux autres minorités ethnico-confessionnelles d'Irak, leur laissant le choix entre la conversion à « sa » version de l'Islam, l'exil ou la mort. Massacres et flux de réfugiés ont suivi. Chrétiens, Yézidis, Turcomans chiïtes, Sunnites modérés, etc. : aucune population n'a été épargnée et l'épuration ethnico-religieuse a soulevé l'indignation mondiale. Il faut y ajouter les assassinats ciblés, les actes de torture, les mutilations et autres supplices répertoriés depuis plusieurs mois. Les décapitations des journalistes américains James Foley (19 août 2014) et Steven Sotloff (2 septembre 2014), en représailles aux frappes américaines qui l'ont récemment touchée, ont fini d'indigner l'opinion mondiale...

| L'État islamique menace le Moyen-Orient, l'Occident et le monde

Il convient aussi de comprendre qu'il constitue une menace géopolitique d'envergure régionale - à court, moyen et long terme - et un problème sécuritaire massif | En effet, si les horreurs que l'on vient de rappeler et la situation humanitaire des populations civiles suffisent à justifier que les principaux acteurs régionaux et internationaux cherchent les moyens de le refouler, voire de le détruire, l'État islamique apparaît clairement aussi comme un facteur aggravant de radicalisation de ce qu'Amin Maalouf a appelé les « identités meurtrières » (10) au Moyen-Orient. Son idéologie comme ses agissements renforcent les extrémismes de tous ordres, en particulier celui des Musulmans chiïtes, rendant une guerre sectaire d'ampleur régionale encore plus probable. Avec le surgissement de l'État islamique, quatre menaces doivent être clairement identifiées.

Le mouvement fait tout d'abord peser une menace mortelle sur les populations civiles | Il s'en prend ouvertement à toutes les populations qui ne partagent pas son idéologie (Sunnites compris), en particulier aux minorités religieuses (Chrétiens, Yézidis, Turkmènes, etc.) et s'oppose frontalement à toutes les valeurs de dignité humaine, de liberté, de conscience et de tolérance. Ce faisant, il fragilise dangereusement la région par les déplacements de populations qu'il provoque alors qu'on compte déjà un million de déplacés en Irak (11) et près de quatre millions en Syrie (12).

Ce qui rend ensuite la menace de l'État islamique plus actuelle et violente encore que celle d'autres mouvements djihadistes, ce sont les moyens qu'il a acquis | En effet, il dispose de moyens financiers importants, sans qu'un montant précis puisse naturellement être avancé – les estimations vont en effet de 500 millions à 2 milliards de dollars (13). Ces fonds sont aussi bien issus de dons privés (14) que des différentes activités que le mouvement a mises en place sur le terrain : rançonnage, levée d'impôts dans les zones contrôlées, braquage de la banque de Mossoul, exploitation des puits de pétroles, contrebande, etc.

Tout cela a été rendu possible par le fait que, à l'exemple de ce qu'avaient réalisé les Talibans en Afghanistan, l'État islamique est parvenu à s'assurer une assise territoriale | Cette assise, certes mouvante au gré des combats, constitue pour lui un « sanctuaire » à cheval sur deux États, lui procurant ainsi ressources, hommes et armes. Ce succès attire à lui, on l'a dit, de nombreux combattants venus du monde entier aussi bien pour combattre que pour se former aux techniques de guérilla et à celles du terrorisme (maniement des armes, manipulation d'explosifs, etc.). Ces militants galvanisés pourront ensuite commettre des attaques ou des attentats dans leur pays d'origine ou celui de résidence, qu'il s'agisse d'autres pays musulmans, de pays européens ou, dans une moindre mesure, des États-Unis).

Enfin, les conséquences du projet aussi bien que des actions de l'État islamique sont immenses pour la stabilité de la région dans son ensemble et de la Syrie et de l'Irak en particulier | En Syrie, le mouvement profite du vide politique et de la violence qui lui fait face pour gagner en influence, recruter, s'armer et s'aguerrir afin de s'étendre et d'apparaître comme la seule force capable de renverser Bachar al Assad. Son objectif affiché est de détruire le régime alaouite pour s'étendre vers les côtes du Liban et de la Palestine. En retour, sa violence permet au régime syrien de prétendre retrouver une légitimité dans le jeu international en se posant en adversaire du terrorisme islamiste radical (15). En Irak, il a également profité de la délégitimation du pouvoir central et de la marginalisation des Sunnites, en agrégeant les plus révoltés d'entre eux, ce qui a abouti à des succès militaires fulgurants et à d'importants gains territoriaux. En arrière-fond, ces succès menacent clairement d'implosion les constructions étatiques dans la région. Les interrogations sur la portée historique des accords Sykes-Picot (16) et l'inquiétude soulevée par l'effacement de la frontière syro-irakienne, suite aux conquêtes de l'État islamique, posent de nombreuses questions sur la l'avenir géopolitique des États de la zone et des frontières régionales (17) – questions inévitables au demeurant mais auxquelles il est difficile d'apporter des réponses sûres dans le contexte actuel.

| La « guerre juste » : bases éthiques et juridiques d'une action contre l'État islamique

Cette situation constitue une tragédie humaine et une menace internationale massive qu'aucune puissance agissant de manière responsable ne saurait ignorer | Pourtant, les contraintes politiques internationales doivent aussi être prises en compte : le durcissement des relations entre l'Occident et la Russie dans l'affaire ukrainienne, la paralysie quasi-structurelle du Conseil de sécurité et la difficulté d'y faire émerger un consensus rendent peu crédible l'hypothèse d'un mandat clair et fort de l'ONU pour couvrir une opération internationale. S'il doit être tenté, s'imposer ce seul scénario serait se condamner à l'inaction. Il faut aller de l'avant.

Les crimes et les violences perpétrés par l'État islamique rendent en effet difficilement justifiable une non-intervention et donnent sens à l'idée de « guerre juste » | L'éradication des Chrétiens d'Orient, la persécution des minorités ethniques et confessionnelles, les massacres de civils, quelle que soit leur religion, et l'ensauvagement de l'ancien « Croissant fertile » donnent sens à l'idée de « guerre juste ». L'expression désigne une guerre de nécessité, défensive et proportionnée qui vise à protéger le faible et préserver le bien commun. Le 20 août dernier, le Pape François a ainsi déclaré : « ce que fait l'État islamique constitue une agression contre l'humanité ; dans les cas où il y a agression injuste, il est licite d'arrêter l'agresseur injuste en évaluant tous les moyens nécessaires pour y parvenir » (18).

D'aucuns crieront à la croisade mais la « guerre juste », progressivement sécularisée, ne doit pas être confondue avec celle de croisade | La théorie de la guerre juste fournit les points de référence qui permettent d'évaluer la légitimité d'une action militaire : le *jus ad bellum* et le *jus in bello*. Le premier désigne le fait que la guerre soit déclarée par l'autorité politique compétente, menée pour une juste cause et dans une intention juste, en utilisant des moyens proportionnés aux fins, avec un espoir raisonnable de succès et en dernier recours. Le second s'ordonne autour de deux principes fondamentaux qui sont la proportionnalité des fins et moyens et la discrimination entre combattants et non-combattants (19).

Ces principes pourraient guider une intervention internationale contre l'État islamique, si elle était décidée | Ils permettent de mener une action militaire à l'aune de préoccupations morales qui font de la guerre une entreprise parfois nécessaire, face à un adversaire qui a recouru à la violence de manière indiscriminée et illimitée. Néanmoins, la question d'une intervention militaire des puissances occidentales dans les conflits du Moyen-Orient n'est pas réductible à la philosophie politique et morale. Elle requiert une analyse géopolitique d'ensemble et une réflexion stratégique prenant en compte les enseignements des engagements précédents. Il faut donc penser les interactions, identifier les points d'appui, anticiper les contrecoups et ouvrir un horizon politique. Car si « la force armée apparaît inéluctable pour lutter efficacement contre les djihadistes, du moins dans un premier temps, la solution de long terme ne saurait être strictement sécuritaire et militaire » (20).

| Que faire ?

L'idée d'une coalition large contre l'État islamique prend corps | Après une première phase d'action, dans le courant du mois d'août, marquée par les premiers bombardements américains et des livraisons d'armes et de matériels aux Peshmergas kurdes essentiellement, par plusieurs pays occidentaux (dont la France, l'Italie et l'Allemagne) (21), l'idée d'une coalition large contre l'État islamique a donc fait son chemin. Si les pays occidentaux ont été les premiers à l'avancer, Royaume-Uni et États-Unis en tête (22), notamment à l'occasion du sommet de l'OTAN de Newport (4-5 septembre derniers), il est intéressant de constater que d'autres acteurs, comme la Ligue arabe et les États du Conseil de coopération du Golfe (23), s'y rallient lentement. L'action d'ampleur envisagée devra en effet intégrer des acteurs locaux, régionaux et internationaux et ne pas être instrumentalisée par le régime chiite iranien ou le régime alaouite syrien dont les manœuvres, la répression et les ambitions régionales (« sanctuarisation agressive » et axe chiite) ont largement contribué au chaos. Compte tenu de la réticence à engager des troupes au sol, manifestée par l'ensemble des pays qui se sont prononcés en faveur d'un renforcement des actions contre l'État islamique, occidentaux mais pas seulement, il faut envisager un cadre de court et moyen terme, à la fois ferme et volontaire. Cinq recommandations peuvent être formulées.

Organiser une « coalition verticale » | Au fil des jours, les contours de la coalition se dessinent. Le département d'État américain parle d'une quarantaine de pays mobilisés (24). Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et la France sont à ce jour les plus en pointe – notons que la France souhaite que cette coalition agisse sous mandat de l'ONU. D'autres pays ont également manifesté leur intention de participer à l'effort commun (livraisons d'armes, renseignement, transport aérien, etc.) : on parle de l'Australie, de l'Allemagne, de l'Italie, de la Pologne, de l'Estonie, de l'Albanie (25), du Danemark, etc. Les pays de la zone se positionnent également. L'Égypte apporte son « soutien politique » à l'initiative en demandant une résolution de l'ONU. La Jordanie et le Liban semblent prêts à apporter leur pierre (contrôle de leurs frontières et renseignement). Si la position du Qatar reste incertaine, les États du Conseil de coopération du Golfe ont assuré la coalition en cours de formation de leur « soutien politique et logistique ». Pourtant membre de l'OTAN, la Turquie restera sans doute en retrait compte tenu de la question kurde ; elle s'est en revanche engagée à mieux contrôler ses frontières, en particulier celle avec la Syrie. Quant à l'Iran enfin, s'il est assuré qu'il ne fera pas partie de la coalition, il faut espérer qu'un minimum de coordination et d'échange de renseignements sera possible (26)...

Sur cette base, une telle intervention pourrait être menée par une « coalition verticale » : les membres les plus actifs de la coalition, puissances occidentales et en particulier États-Unis en tête, assurent la direction d'ensemble, collectent le renseignement – avec le concours des puissances locales –, coordonnent l'action militaire des différents pays et assurent les frappes. Au sol, les forces du gouvernement central irakien (Bagdad) et les Kurdes du gouvernement régional irakien (Erbil) mènent le combat. Ce partage du travail n'exclut pas la présence de forces spéciales occidentales sur le terrain, de conseillers militaires, de formateurs et de spécialistes, mais l'idée directrice est celle d'une présence

militaire réduite au minimum pour que l'action d'ensemble soit efficace, dans une logique de contre-terrorisme.

Intensifier les frappes aériennes | Ces frappes aériennes, jointes à des actions de type « commandos », devront permettre d'affaiblir l'État islamique à sa tête (cibler les principaux dirigeants, chefs de brigades et responsables de la communication) et à sa base (bataillons bien identifiés, caches d'armes, véhicules de transports et blindés) à travers des opérations ponctuelles et ciblées de type *lightfoot print strategy* n'exigeant pas de présence massive de troupes au sol. Bien qu'expérimentés et fanatisés, les combattants de l'État Islamique, pris entre le marteau des frappes aériennes et l'enclume des combattants au sol (armée irakienne et troupes kurdes), pourront ainsi être considérablement affaiblis à court et moyen termes.

Appuyer les forces locales | Il faut en outre poursuivre les livraisons d'armes et les actions de formation aux forces locales (forces irakiennes et troupes kurdes). Soutenir les acteurs locaux de manière forte et déterminée est la clé du succès, comme le démontrent les premiers revers subis par l'État Islamique fin août et début septembre. S'il paraît difficile de demander aux pays arabes de soutenir directement les troupes kurdes, il pourrait être pertinent de leur demander, et aux États du Conseil de Coopération du Golfe (CCG) notamment, d'apporter leur aide en armes et matériels à l'armée irakienne. Pour de multiples raisons néanmoins, il faut être bien conscient que cet effort reposera d'abord sur les Occidentaux et qu'il devra être poursuivi dans la durée.

Contenir le chaos syrien | Si la menace de l'État Islamique nécessite les réponses tactiques qu'on vient de présenter, les questions de fond ne doivent pas être éludées, c'est-à-dire les causes profondes qui lui ont permis de prospérer sur un territoire à cheval entre l'Irak et la Syrie. Il faut tout d'abord contenir le chaos syrien où l'attentisme occidental, le soutien russe au jusqu'au-boutisme de Bachar Al-Assad et l'impuissance de la « communauté internationale » ont ouvert un boulevard au djihadisme globalisé. Il y a certes un terreau mais ce n'est pas une fatalité, du moins sur une telle ampleur. L'attentisme a son coût. Par ailleurs, Bachar Al-Assad a joué la carte du djihadisme global, pour diviser ses adversaires (27). Il n'est pas un rempart contre le djihadisme. En l'absence d'une solution immédiate à la guerre en Syrie, il faut maintenir le contact avec la partie la plus acceptable de l'opposition au régime, la renforcer et travailler à élargir le champ des options. Des frappes contre les réduits de l'État Islamique dans le pays seront nécessaires (28).

Exercer des pressions diplomatiques sur Bagdad pour engager une politique plus inclusive, notamment à l'égard des Sunnites | Evidemment, le « *hit and run* » a ses limites : on ne peut se contenter de bombarder pour rentrer ensuite à la base et laisser faire. L'exemple libyen le démontre parfaitement. Mais en Libye, il n'y avait aucune structure politique et tout reposait sur Kadhafi. Dans le cas de l'Irak, on peut au moins s'appuyer sur ce qui existe : l'État central irakien et le gouvernement régional kurde. Si la situation est structurellement difficile, il n'en reste pas moins que des résultats ont été obtenus depuis dix ans (nouvelle constitution, fédéralisation, multipartisme, processus électoral). Ce n'est pas une table rase et

des cadres d'action, pour imparfaits qu'ils soient, sont en place. Cela signifie qu'il faut soutenir la formation d'un nouveau « gouvernement inclusif » (29) et exercer une pression forte sur l'ensemble des acteurs pour qu'ils ne cèdent pas à la tentation d'exercer un pouvoir partial ou sectaire. Il faut par exemple travailler à sortir les tribus sunnites qui soutiennent l'État Islamique de son influence et à faire renaître le mouvement *Sawha* (« le réveil »), ce qui avait bien fonctionné en 2006-2007.

Cela signifie aussi qu'il est nécessaire de favoriser une concertation régionale, entre Bagdad et ses voisins arabes, ainsi qu'entre l'Arabie saoudite et l'Iran (30), afin que ces puissances ne poussent pas l'une ou l'autre communauté à exercer un pouvoir sans partage, dans une logique sectaire. Difficile au demeurant, cette « grande manœuvre » diplomatique requiert l'engagement de concert des principales puissances occidentales. Elles seules sont à même de donner aux garanties de sécurité aux régimes arabes-sunnites menacés par Téhéran, et d'ouvrir à l'Iran la possibilité de se réinsérer dans la communauté internationale, pour autant que le régime ait explicitement et effectivement renoncé à ses ambitions nucléaires militaires. Un an ou presque après la signature de l'accord intérimaire (24 novembre 2013), la reprise des négociations, ce 18 septembre 2014, permettra de clarifier les intentions des dirigeants iraniens.

Notes

(1) Pour mémoire, l'État islamique est la dénomination actuelle d'un mouvement plus ancien. Aux origines, le jordanien Abou Moussab al Zarqaoui dirigeait un groupe appelé *Tawhid wal Jihad*, adoubé par Ben Laden comme « Al Qaeda en Mésopotamie ». En octobre 2006, quelques mois après la mort de Zarqaoui, l'État islamique d'Irak est créé, agrégeant à « Al Qaeda en Mésopotamie » d'autres groupes islamistes et certaines tribus sunnites de la province d'Al Anbar. Assez rapidement, l'organisation se distingue d'Al Qaeda pour des raisons tant doctrinales que politiques ou opérationnelles. En 2010, Abou Bakr al Baghdadi prend la direction du mouvement, rebaptisé État islamique en Irak et au Levant (EIIL) en 2013, suite à sa participation à la guerre en Syrie. Après la déclaration unilatérale de restauration du Califat par Baghdadi en juillet 2014, on parle désormais d'« État islamique ».

(2) Alain Rodier, *Syrie : guerre ouverte entre Kurdes et Salafos-djihadistes*, Centre Français de Recherche sur le Renseignement, Note d'actualité N°324, 19 août 2013, disponible sur <http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/syrie-guerre-ouverte-entre-kurdes-et-salafos-djihadistes.php>.

(3) Pour une analyse approfondie de la situation politique, voir Myriam Benraad, *Les Arabes sunnites d'Irak dix ans après la chute de Saddam Hussein*, Les clés du Moyen-Orient, 19 février 2013, disponible sur <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Myriam-Benraad-Les.html>.

(4) Montée en puissance de Boko Haram au Nigeria, basculement de la Libye dans le chaos, violences permanentes en Somalie, au Yémen et au Pakistan, guerre civile syrienne, conflit israélo-palestinien, tensions grandissantes dans le Xinjiang chinois, etc.

(5) D'après le département d'études islamiques de l'université d'Oxford, le *Dar ul Harb* désigne le territoire de la guerre, c'est-à-dire les territoires non-musulmans et qui refusent de se convertir, en opposition au *Dar al Islam*, qui regroupe tous les territoires « islamiques ». Néanmoins, ces définitions sont celles de juristes et d'Oulémas et ne figurent ni dans le Coran, ni dans les Hadiths, et ne font pas l'objet d'un consensus ni entre eux, ni entre les différentes écoles et rites de l'Islam. D'autant que la fragmentation du monde musulman en États a rendu ce concept inopérant, d'où la volonté des djihadistes de le ressusciter. Pour plus de détails, voir <http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t125/e490>.

(6) Le terme de salafisme est issu de *salaf* qui, en arabe, désigne les « pieux ancêtres » et fait référence aux trois premiers siècles de l'Islam consécutifs à l'arrivée du Prophète, évoquant un retour aux sources, à un Islam plus « pur ». De nombreux intellectuels musulmans se sont caractérisés comme tels depuis le XIXe siècle, comme par exemple Jamal al Din al Afghani, Muhammad Abduh ou plus récemment Sayyid Qotb, prédicateur égyptien à qui l'on prête une forte influence sur Ben Laden. C'est un terme polysémique assez large et ambiguë. Le wahhabisme est plus précisément la doctrine développée par Abd al Wahhab, qui est une lecture extrêmement rigide et littérale de l'Islam, qui est intrinsèquement lié à la construction de l'Arabie Saoudite actuelle et en demeure l'idéologie officielle. Les wahhabites se considèrent comme les salafistes authentiques et préfèrent d'ailleurs se qualifier comme tel car plus parlant et plus valorisant en langue arabe, d'où la confusion ou association quasi-constante entre les deux termes.

(7) Il ne faut pas oublier qu'à l'époque de l'Alliance entre le clan Ibn Saoud et Abd al Wahhab (1790-1803), des raids d'une violence extrême furent menés notamment en Irak contre les Chiites et qu'en Arabie même, toute personne ne voulant pas se convertir au wahhabisme était passée par le fil de l'épée.

- (8) Etienne Dubuis, « Les théoriciens de l'État islamique », *Le Temps*, 2 septembre 2014, disponible sur http://www.letemps.ch/Page/Uuid/e8d853c8-3205-11e4-861b-f2a0f94a952e/Les_th%C3%A9oriciens_de_lEtat_islamique.
- (9) *Ibid.*
- (10) *Les Identités meurtrières*, Seuil, Paris, 2001.
- (11) Organisation internationale pour les migrations, *Iraq Crisis Response*, Septembre 2014, disponible sur <http://www.iom.int/files/live/sites/iom/files/Country/docs/Iraq-Crisis-IOM-Sit-Rep-01-Sept-2014.pdf>.
- (12) Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, *Aperçu opérationnel régional 2014. Moyen-Orient et Afrique du Nord*, disponible sur <http://www.unhcr.fr/pages/4aae621d57d.html>.
- (13) Wassim Nasr, *Syrie-Irak: Comment l'État islamique se finance-t-il ?*, Jol Press, 19 août 2014, disponible sur <http://www.jolpress.com/syrie-irak-etat-islamique-se-finance-petrole-argent-827586.html>.
- (14) Voir par exemple Lori Plotkin Boghardt, *Saudi Funding of ISIS*, Washington Institute, 23 juin 2014, disponible sur <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/saudi-funding-of-isis>.
- (15) *Bachar al Assad conforté par la montée de l'État islamique*, Le Nouvel Observateur, 25 août 2014, disponible sur <http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20140825.REU7805/bachar-al-assad-conforte-par-la-montee-de-l-etat-islamique.html>.
- (16) Signés par la France et le Royaume-Uni le 16 mai 1916, les accords de Sykes-Picot confiaient un mandat à la première sur le Liban et la Syrie et au second sur l'Irak, la Transjordanie et la Palestine. Les frontières actuelles du Moyen-Orient découlent pour une large partie de ces accords.
- (17) Voir par exemple Yezid Sayigh, *Are the Sykes-Picot borders being redrawn ?*, Carnegie Endowment for International Peace, 26 juin 2014, disponible sur <http://carnegie-mec.org/2014/06/26/are-sykes-picot-borders-being-redrawn> ; *Syrie et Irak : de nouveaux accords Sykes-Picot ?*, Iran Radio Francophone, 19 juin 2014, disponible sur <http://french.irib.ir/analyses/chroniques/item/329449-syrie-et-irak-de-nouveaux-accords-sykes-picot> ; F. « Is this the end of Sykes-Picot », *Washington Post*, 20 mai 2014, disponible sur <http://www.washingtonpost.com/blogs/monkey-cage/wp/2014/05/20/is-this-the-end-of-sykes-picot/>.
- (18) Conférence de presse du Pape François dans le vol de la Corée à Rome, 18 août 2014. Voir http://w2.vatican.va/content/francesco/fr/speeches/2014/august/documents/papa-francesco_20140818_corea-conferenza-stampa.html.
- (19) Pour plus de détails, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, *État islamique : le chaos syro-irakien et l'idée de « guerre juste »*, Jol Press, 2 septembre 2014, disponible sur <http://www.jolpress.com/etat-islamique-sommet-otan-intervention-militaire-occidentaux-guerre-juste-jean-sylvestre-mongrenier-article-827776.html>.
- (20) Pierre Razoux, *Lutte contre l'État Islamique : ambiguïtés, faux semblants et opportunités*, Diploweb, 27 août 2014, disponible sur <http://www.diploweb.com/Lutte-contre-l-Etat-Islamique.html>.
- (21) « L'Italie et l'Allemagne s'apprêtent à livrer des armes aux Kurdes d'Irak », *Le Monde*, 20 août 2014, disponible sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2014/08/20/l-allemande-s-apprete-a-livrer-des-armes-aux-kurdes-d-irak_4473879_3214.html. Lire aussi Frank-Walter Steinmeier, « Why Germany Is Sending Weapons to Iraq », *Wall Street Journal*, 2 septembre 2014, disponible sur http://www.auswaertiges-amt.de/EN/Infoservice/Presse/Interview/2014/140902-BM_WSJ.html?nn=473482.
- (22) Voir John Kerry, « To Defeat Terror, We Need the World's Help », *The New York Times*, 29 août 2014, disponible sur http://www.nytimes.com/2014/08/30/opinion/john-kerry-the-threat-of-isis-demands-a-global-coalition.html?smid=tw-nytimes&_r=0; et « ISIS will be squeezed out of existence, says David Cameron », *The Guardian*, 3 septembre 2014, disponible sur <http://www.theguardian.com/world/2014/sep/03/david-cameron-isis-squeezed-out-coalition-force-out-extremists-iraq>.
- (23) *Arabs vow to confront Islamic State, cooperate with international efforts*, Reuters, 8 septembre 2014, disponible sur <http://www.reuters.com/article/2014/09/07/us-iraq-crisis-arabs-idUSKBN0H20D220140907>.
- (24) Conférence de presse, Département d'État, 8 septembre 2014, disponible sur <http://www.state.gov/r/pa/prs/dpb/2014/09/231360.htm#ISIL>.
- (25) La présence de l'Albanie étonnera peut-être mais le pays s'inquiète du nombre de ses ressortissants présents dans les rangs de l'État islamique.
- (26) Si des arrangements discrets et des échanges de renseignements sont possibles avec Téhéran, à l'instar de ce qui s'est fait après le 11 septembre...
- (27) A ce sujet, rappelons aussi que dans les années 2000, les djihadistes de type Al Qaida passaient par la Syrie pour combattre les Américains en Irak.
- (28) « Obama Ready to Authorize Airstrikes on ISIS in Syria », *The New York Times*, 9 septembre 2014, disponible sur http://www.nytimes.com/2014/09/10/us/obama-isis-congress.html?ref=world&_r=0.
- (29) On entend par « gouvernement inclusif » un gouvernement d'union nationale, ne marginalisant aucune communauté, reposant sur un partage équilibré du pouvoir et un dialogue approfondi entre elles.
- (30) Lina Khatib, *Defeating the Islamic State Requires a Saudi-Iranian Compromise*, Carnegie Endowment for International Peace, 3 septembre 2014, disponible sur <http://carnegie-mec.org/2014/09/03/defeating-islamic-state-requires-saudi-iranian-compromise/hnnt>.